

Europe : entretien avec Ian Brossat (P. 3)

Supplément à l'Humanité

Communiste

www.pcf.fr

Lien d'échanges et de communication

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e - Comité de rédaction : Jacques Chabalière - Guénolé Fournet - Yann Henzel - Méline Le Gourriérec - Jean-Louis Le Moing - Yann Le Pollotec - Emilie Lecroq - Julia Castanier - Denis Rondepierre - Lydia Samarbakhsh - Gérard Streiff - Julien Zoughebi - Directeur : Jean-Louis Le Moing
Rédaction : Gérard Streiff (Tél. : 01 40 40 11 06) - Mèl : communistes@pcf.fr - Relecture : Jacqueline Lamothe - Mise en pages : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous
Creative Commons
BY-NC-SA



Face au mépris du Président, mobilisons-nous le 28 juin !

Les organisations syndicales et de jeunesse appellent à faire du 28 juin une journée de mobilisation interprofessionnelle dans tout le pays pour faire entendre au gouvernement les exigences et les revendications des jeunes, des étudiant.e.s, des salarié.e.s du public et du privé comme des retraité.e.s et à poursuivre la construction d'initiatives interprofessionnelles pour défendre notre modèle social. Depuis le début du printemps, le pays connaît de fortes mobilisations syndicales, associatives, citoyennes et politiques qui continuent, malgré le matraquage des médias dominants, les intimidations, les tentatives de division ou de démobilitation. Après un an d'exercice du pouvoir, la politique de Macron est contestée.

Face à un pouvoir méprisant envers les femmes et les hommes, les jeunes et les personnes plus âgées en lutte pour leurs droits et une vie digne, méprisant envers leurs

représentant.e.s (associations, syndicats ou élu.e.s) qui font vivre la démocratie et la solidarité, à un pouvoir qui veut poursuivre sa casse de tous les acquis progressistes du pays, le PCF s'engage avec ses militant.e.s et ses élu.e.s à mobiliser pour la réussite de cette initiative nationale lancée par les syndicats et les organisations de jeunesse et appelle les citoyen.ne.s engagé.e.s contre la politique de ce gouvernement à faire entendre, le 28 juin, leurs exigences de justice sociale et de solidarité et participer aux manifestations.

Et le PCF invite à faire de la Fête de l'Humanité des 14, 15, 16 septembre le rendez-vous de toutes celles et tous ceux qui luttent, et qu'elle soit bien la fête de toutes et tous, la fête de toutes les causes communes ! ✪

Cortège parisien : Jeudi à 14 h, Bastille-République.

Agenda du PCF

28 juin

- Manifestation interpro
- RDV de la vignette, place du Colonel-Fabien

30 juin - 1^{er} juillet

- Délégation du PCF au congrès du PG

29-30 juin - 1^{er} juillet

- Délégation du PCF à la convention de Génération-s
- Rencontre de Douchy-les-Mines

30 juin

- Manifestation pour les Ford à Bordeaux
- Marche des Fiertés

1^{er} juillet

- Election partielle à Corbeil-Essonnes

2 juillet : Rencontre à Fabien sur les élections européennes

5 juillet : Rencontre-bilan d'étape du Tour de France des parlementaires communistes (hôpitaux)

9 juillet

- Congrès à Versailles.
- A 13 h rassemblement devant la salle du Jeu-de-paume
- 18 h 30 apéro citoyen.ne.s / RDV de la vignette à Bastille

PCF dans les médias

- Ian Brossat, vendredi 29, 21 h, France info
- Expression directe sur France2, France3 et le Facebook du PCF

SOUSCRIPTION

Je verse : €

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL :

Ville :

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien

75167 Paris Cedex 19

<http://adhesion.pcf.fr/soutenir>

Si vous êtes imposable vous pouvez déduire 66 % de ce montant.

INVITATION

1^{ER} RENDEZ-VOUS NATIONAL DE PAIEMENT DES BONS DE SOUTIEN* ET DE MOBILISATION POUR LA FÊTE DE L'HUMANITÉ

Jeudi 28 juin à partir de 18h
2 place du Colonel Fabien

PARIS 19^{EME}

Avec **Patrick Le Hyaric**, Directeur de l'Humanité et Député au Parlement Européen,
Pierre Laurent, Secrétaire National du Parti Communiste Français
et **Laurent Brun**, Secrétaire CGT Cheminot.

*Donnant accès à la Fête pendant les 3 jours au prix de 26 euros



La Fête de l'Humanité

14-15-16 SEPTEMBRE 2018

PARC DÉPARTEMENTAL GEORGES VALBON - LA COURNEUVE

DERNIÈRE MINUTE. La délégation du PCF de retour de Turquie y rendra compte de son périple.

Congrès Finistère/AG des communistes

L'AG départementale du PCF s'est tenu à Brest, au patronage laïque Sanquer, le 16 juin de 9 h 30 à 17 h, en présence de Yann Le Pollotec, notre camarade de la direction nationale (animateur commission Industrie-Économie numérique), qui nous a présenté la proposition de base commune de discussion pour le congrès du PCF votée par le CN du 3 juin et soumise à la discussion des communistes. Yann Le Pollotec a aussi fait état des débats sur cette proposition de base commune au Conseil national (écocommuniste, laïcité et racisme, propositions économiques, bilan de l'expérience du Front de gauche, rapport avec FI).

Les débats ont été très intéressants et fraternels. On a parlé du glyphosate, de la situation des personnes âgées isolées ou dans les Ehpad, de la casse des hôpitaux publics et de la désertification médicale, des solidarités concrètes initiées par le PCF, de l'état du rapport de force politique et social dans le pays, de la volonté de Macron de démanteler la République (Parlement, communes) pour l'adapter complètement au modèle de la "démocratie limitée" et aux besoins des puissances d'argent, des nouvelles ambitions et besoins d'évolution du PCF, restant plus que jamais attaché à son ambition de combattre et dépasser le capitalisme qui conduit l'humanité au désastre sur bien des plans, en travaillant au rassemblement de classe contre les 1 % qui dominent la planète.

J'ai présenté avant l'introduction de Yann Le Pollotec la situation de la fédé du Finistère et de ses 20 sections : 850 adhérents, dont 600 à jour de cotisations, 27 adhésions depuis le 1^{er} janvier, dont de nombreux jeunes, plusieurs responsables syndicaux et associatifs qui nous ont rejoints, beaucoup d'initiatives en matière de communication (journal gratuit tiré à 40 000 exemplaires), de formation, d'éducation populaire, de culture, des prises de position départementales fortes, mais en même temps des fragilités et beaucoup à travailler pour revitaliser le Parti sur certains secteurs. Pour la question du Congrès national, principalement à l'ordre du jour des débats du matin, plusieurs camarades ont dit qu'ils souhaitaient que tous les communistes travaillent sur le même texte de base commune, les fenêtres de débat le permettent, sans multiplication des textes alternatives, qui stérilisent le débat et la réflexion collective en posture d'opposition et de courant. Plusieurs camarades, dont moi-même, ont exprimé leur satisfaction par rapport au fond et à la forme de cette proposition de base commune écrite par Guillaume Roubaud-Quashie. Des nouveaux adhérents comme Françoise Guéguen ont expliqué ce qui les avait amenés à faire le pas d'adhérer au PCF. Nous avons parlé des élections européennes et tout le monde se félicite de l'élection de Ian Brossat comme chef de file des communistes.



Notre ambition de rassemblement sur un projet de rupture avec l'Europe libérale et ses institutions, qui font émerger en réaction le populisme (parfois xénophobe) dans toute l'Europe, a été réaffirmée pour les élections européennes, face à une gauche qui toutes tendances confondues ne pèse pas plus de 30 % actuellement, comme aux élections municipales ou des potentialités sérieuses de reconquête existent à condition de choisir l'unité et la volonté d'avoir des élus pour servir les intérêts des gens : Concarneau, Morlaix... Le PCF va travailler au rassemblement de la gauche sur des contenus de gauche partout avec une ligne claire et transparente. Certains intervenants ont développé l'idée de la centralité de la thématique de la liberté pour discréditer et dénoncer la politique de Macron et de l'égalité comme valeur unificatrice de tous nos combats.

On a parlé de la présence du Parti dans les médias, quasi inexistante sur le plan national, et des moyens de davantage pouvoir être entendus.

La thématique de la liberté

Après un repas couscous chaleureux servi par un traiteur brestois, la discussion a repris sur le fonctionnement de la fédération, du CD, de l'exécutif, du rapport aux sections, en vue du congrès départemental du 10 novembre dans le pays bigouden, à Plonéour Lanvern. Des débats très intéressants de philosophie politique ont été amorcés dans cette AG sur la question du communisme et de sa nature, des classes sociales, sur les contradictions de la société actuelle, riche d'expérimentations de potentialités nouvelles basées sur le commun et marquée par la crise du politique, sur les moyens de la transformation sociale, notre conception de la révolution, de la rupture, de la continuité dans le mouvement historique d'émancipation. ✨

Ismaël Dupont
secrétaire fédéral



LA VIE DE NOS ORGANISATIONS

CHEMINOTS PCF MARSEILLE :

« LES MAQUIS DU SERVICE PUBLIC »

La section des cheminots communistes de Marseille a décidé de lancer « les maquis du service public » pour faire écho aux assises des transports du Conseil Régional PACA, un écho qui donne véritablement la parole aux usagers, citoyens, élus, sans oublier celles et ceux qui sont à même de donner un avis d'expert sur les besoins nécessaires pour faire du ferroviaire et répondre aux besoins de transport dans sur l'ensemble du département des Bouches du Rhône, à savoir les cheminot-e-s.

L'ensemble des débats organisés, que ce soit à Rognac, Septèmes, Port-de-Bouc ou encore Aubagne a permis d'informer la population et les usagers des attaques nationales et régionales que subit le Service public ferroviaire, de travailler dans la proximité et la transparence pour exiger une meilleure réponse aux besoins de transports de la population que ce soit en termes de régularité, de confort, de sécurité ou de santé ; d'établir avec l'ensemble des intervenants un cahier d'exigence par ligne, dans le but de gagner une nouvelle convention TER entre le Conseil Régional et la SNCF.

La démarche mise en place avait pour objectif de réunir tous les acteurs permettant des débats contradictoires et ainsi sortir de ce blocage entre la direction SNCF et la région politique arc-boutée, qui stigmatise les cheminot-e-s, les rendant responsables de la désorganisation de la production.

Un constat : les élus du Conseil Régional n'ont participé à aucun débat et seuls les maires des communes de Port-de-Bouc et Septèmes se sont déplacés, ainsi que les responsables de ligne pour le compte des EPIC SNCF mobilité et réseau. Pour autant, retenons que nous avons réussi à réunir près de 300 citoyens sur le département, avec des débats riches sur la production, les moyens humains et matériels, la qualité de service et d'offre permettant d'aboutir à un cahier d'exigences à chaque rencontre, portées à connaissance du conseil régional.

L'état d'esprit des citoyens est clair : il n'est pas question de réduire les coûts mais d'exiger de répondre aux besoins de transport.

Les derniers débats organisés ont traversé le mouvement social historique que vivent actuellement les cheminot-e-s, faisant ressortir d'autres exigences notamment et plus largement la question de l'avenir des services publics avec un mot d'ordre « passer à l'offensive pour le service public ferroviaire. »

Natacha Malet, membre du collectif National PCF des cheminots



Ce tifo fit sensation lors de la manifestation du 26 mai à Marseille, portée par les cheminots communistes.

Journal des cheminots communistes : Rail.com



J'étais mardi 19 juin à Toulouse pour une réunion de travail avec les cheminots en lutte et les élus communistes Pierre Lacaze et Dominique Satgé. La question des marges de manœuvre du gouvernement français dans l'application des directives européennes concernant le transport ferroviaire était au centre des débats. À l'issue de cette réunion, j'ai adressé une lettre ouverte à l'ensemble des organisations syndicales cheminotes. Mon message d'euro-députée PCF/GUE. « Non, la réforme SNCF n'est pas une obligation de l'Europe, c'est le choix politique de Macron ». ✨

Marie-Pierre Vieu
députée européenne



Élection départementale Canton de Corbeil-Essonnes

Les communistes de l'Essonne se félicitent que la gauche de transformation sociale et d'implication citoyenne se présente rassemblée à l'élection départementale partielle des 1^{er} et 8 juillet sur le Canton de Corbeil-Essonnes. En portant massivement leur vote sur Elsa Drapier et Frédéric Bourges, les électrices et les électeurs ont une occasion en or de sanctionner la politique de Macron. De lui faire payer dans les urnes ses cadeaux fiscaux aux ultras riches, son mépris pour le peuple et pour les personnes touchées par la pauvreté, la casse de la SNCF, de nos services publics et de nos hôpitaux de proximité, la hausse de la CSG et la baisse des APL, ou la fin pro-

grammée de notre système de retraite par répartition. Ce sera aussi l'occasion de sanctionner la majorité départementale LR-UDI. Ses 29 % de hausse des impôts et ses coupes budgétaires massives qui ont touché le sport, le handicap, la vie associative, la jeunesse, l'environnement ou le logement. L'Assemblée départementale a besoin d'être secourue. Elle a besoin d'élus qui portent les colères et les espoirs d'une autre politique. Électrices et électeurs de Corbeil-Essonnes, Villabé, Lisse et Echarcon, avec Elsa Drapier et Frédéric Bourges, rassemblés, vous avez la force de gagner ! ✨

Europe

Un travail collectif ambitieux

Dans moins d'un an se tiendront les élections européennes. Pour préparer cette échéance, les communistes, qui ont désigné une équipe de travail autour de leur "chef de file" Ian Brossat, souhaitent construire une liste de large rassemblement. Entretien.



Communistes

COMMENT CARACTÉRISER L'ACTUALITÉ EUROPÉENNE ?

IAN BROSSAT : L'actualité c'est d'abord l'incapacité totale de l'Union européenne à apporter une réponse à la situation des migrants. L'Aquarius, le Lifeline, les bateaux où s'entassent des réfugiés, des femmes et des enfants, se suivent et se ressemblent. En face, le même silence, la même passivité de Bruxelles et des gouvernements. Ils laissent les pays d'Europe du Sud se débrouiller seuls devant l'afflux de réfugiés ! On laisse ces populations assumer seules, dans des conditions humaines dramatiques, alors qu'un certain nombre de pays d'Europe centrale ou du Nord refusent de prendre leur part à la solidarité internationale. Quel échec ! Car pour refouler ces personnes qui fuient la guerre, la pauvreté et le terrorisme, les États dépensent « un pognon de dingue ». Depuis 2000, ils ont payé au moins 15 milliards d'euros pour barricader les frontières. 15 milliards. Avec cette somme, on aurait pu construire près de 5 000 centres humanitaires de premier accueil, comme celui que la Ville de Paris avait ouvert Porte de la Chapelle. De quoi respecter nos engagements internationaux, œuvrer à l'intégration, organiser la solidarité, apporter une réponse conforme aux valeurs affichées de l'Europe. Une réponse mille fois plus utile que les indignations hypocrites... Mais l'Europe, on peut aussi lui arracher des victoires. Et là je pense à mon amie et camarade Marie-Pierre Vieu qui a œuvré, il y a deux semaines, à obtenir une première victoire en faveur des routiers. En effet, le Parlement européen a rejeté, par 343 voix contre 263, le « paquet mobilité » qui dégradait encore les conditions de travail de 2,8 millions de conducteurs professionnels en Europe. Elle a beaucoup fait pour obtenir un tel vote. Cette victoire nous montre la voie. Elle nous montre que gagner est possible. Que la mobilisation paie. Qu'il faut que nous soyons plus nombreuses et nombreux, demain, à mener ces luttes à Bruxelles, à Strasbourg.

Communistes

QUELLE EST L'AMBIANCE DE CE TOUT DÉBUT DE CAMPAGNE ?

I. B. : Le premier enjeu de la campagne, c'est d'abord de rassembler les siens. Depuis ma désignation, j'ai été invité dans des fédérations du PCF ! Ce weekend, j'étais encore dans les Bouches-du-Rhône puis dans le Gard. À chaque fois je vis des échanges passionnants, je mesure à quel point les camarades ont soif d'agir, de porter nos idées. Ils veulent en découdre, re-

lever la tête. Il y a un vrai enthousiasme, une vraie fierté à ce que le PCF soit représenté dans une élection nationale. Ce début de campagne est très positif. On sent les militants remobilisés. Mon objectif est de faire, lors de la Fête de l'Huma, un moment fort de la campagne, où nous montrerons qu'il faudra compter sur nous dans ces élections.

Communistes

QUEL EST L'OBJET DE LA RENCONTRE DU 2 JUILLET DES FORCES ALTERNATIVES À L'EUROPE LIBÉRALE ?

I. B. : Parce que nous refusons l'éparpillement et la division, le 2 juillet nous engagerons un dialogue avec des personnalités du monde du travail, des salariés, des syndicalistes, des intellectuels, des représentants d'autres partis de gauche. On trouvera toujours les communistes du côté de ceux qui tendent la main et qui travaillent à l'unité. L'objectif est de construire une campagne animée par une vraie diversité. L'initiative du 2 juillet marquera le coup d'envoi de ce travail collectif ambitieux. ✪

Propos recueillis par Gérard Streiff



PARTI PRIS

ÉLECTIONS EN TURQUIE

Arrestation de la délégation du PCF

La délégation du PCF qui séjourne en Turquie à Agri comme observateur des élections présidentielles et législatives a été arrêtée et ses membres ont comparu ce matin devant le procureur de la République.

Le pouvoir turc veut ainsi étouffer toutes les voix qui dénoncent les fraudes massives à l'œuvre, notamment en véhiculant sur Twitter que « les membres de la délégation seraient de faux observateurs qui tenteraient de manipuler les élections ».

Le PCF condamne ces méthodes qui ne font que le renforcer résolument à rester aux côtés des démocrates de Turquie qui entendent mettre un terme à la dictature de R.T. Erdogan.

La délégation se compose de Christine Prunaud, sénatrice des Côtes-d'Armor, Hullyya Turan, secrétaire départementale du Bas-Rhin, Pascal Torre, Membre du secteur des Relations Internationales au PCF. ✪

Parti communiste français, Paris, le 24 juin 2018.

PLANÈTE

JEFTA (Europe-Japon)

Le dernier né des accords de libre-échange

Face à une administration Trump qui déroule des mesures protectionnistes et unilatérales, le Conseil européen qui se tient cette semaine, au-delà d'une cession qui va être marquée par la crise migratoire sur ton de nationalisme et de protectionnisme, s'apprête à approuver, après le CETA, un nouvel accord de libre-échange avec le Japon (JEFTA), en dehors de tout jeu démocratique. Encore une fois, loin d'un cadre transparent, cet accord de libre-échange risque d'être adopté par les dignitaires européens qui sont attachés à la culture du secret.

On nous annonce que l'abaissement des droits de douane contenus dans le JEFTA doperaient les exportations, favoriseraient les producteurs européens dans le domaine de l'agro-alimentaire et les industriels japonais dans le domaine de l'automobile. Mais surtout, on ne nous parle pas du risque, comme dans tout accord de libre-échange passé, de favoriser les groupes multinationaux les plus puissants et de ruiner les producteurs locaux européens et japonais. Pour faire passer la pilule, on tente de rassurer en disant qu'a été rejeté partiellement le mécanisme juridique présent dans les précédents traités, à savoir celui des « tribunaux arbitraux » qui permettent aux entreprises d'attaquer les États en justice si elles se sentent lésées sur leurs profits. Mais en fait, il ne faut pas se réjouir trop vite, car la proposition est de les remplacer par des tribunaux « multilaté-

raux », dont le fonctionnement institutionnel précis reste encore flou. Une fois de plus, le contenu de l'accord risque de laisser le pouvoir aux transnationales et pourra être adopté par un simple vote du Conseil de l'Union européenne et du Parlement européen, sans consultation des parlements nationaux.

Sur le plan écologique, rien sur les garanties liées à l'environnement, pas plus sur le principe de précaution. Pire en-

“La France se doit de refuser d'adopter le JEFTA”

core, par des mécanismes comme la « coopération réglementaire », rien ne pourra être décidé politiquement sans que les transnationales de droit japonais et européen n'aient en amont leur mot à dire en termes d'environnement, d'agriculture, de protection du consommateur, des données personnelles, tout comme des droits sociaux.

Concernant la France, le fait que le président Macron ne s'y oppose pas résonne comme un démenti absolu adressé à ses promesses de campagne « d'une Europe qui devrait protéger les travailleurs face à la concurrence sauvage ». Plutôt que d'être une instance de régulation de la mondialisation néolibérale en limitant la toute-puissance des grands groupes



multinationaux, l'Union européenne en est l'un des principaux agents, en donnant un cadre aux multinationales à l'intérieur duquel elles peuvent exercer un pouvoir absolu. Cette politique commerciale est le contraire d'une Europe démocratique et protectrice. Loin des sentiers de la coopération, elle favorise une concurrence mortifère, mettant en péril les droits sociaux, la santé, les services publics, les droits des consommateurs, des travailleurs, des agriculteurs.

Il faut arrêter la fuite en avant des accords commerciaux négociés et adoptés par l'Union européenne. La France, qui, par son président, veut reprendre sa place à l'échelle européenne, se doit de refuser d'adopter le JEFTA lors du vote à venir au Conseil de l'Union européenne. Elle doit également engager de vrais débats démocratiques sur ces enjeux et la tenue d'un référendum sur le CETA, premier accord de cette longue série. ✪

*Laurent Péréa
membre du Conseil national du PCF
chargé des questions de libre-échange*

La Fête de l'Huma par ceux qui la font

La Fête de l'Humanité est un rendez-vous annuel que nous attendons avec impatience. Cette fête est une fête à part, une fête qui mérite que l'on s'investisse. *L'Humanité* est ce journal qui a traversé tant de périodes, porté tant de paroles, de luttes, d'espoirs, de victoires. Il mérite cette année plus que jamais que nous œuvrions pour sa pérennisation, un paysage médiatique sans *l'Huma* est inenvisageable. La préparation pour nous est un travail commun et où chacun, chacune prend sa part, sa place. Pendant quelques jours, nous nous installons dans ce grand village du monde ouvert où les sourires sont là, le partage, la convivialité et la fraternité. Ce sont des retrouvailles, mais aussi le temps de rencontres humaines, politiques, de débats. Une semaine intense qui commence le dimanche avec nos bâtisseuses et bâtisseurs qui préparent notre arrivée. Pendant trois jours, nous recevons des hôtes pour les repas en proposant des saveurs provençales. Nous tenons à la tenue d'une table politique devant notre stand, car la Fête de l'Huma ce n'est pas qu'un festival, mais un rendez-vous politique pendant lequel il faut



maintenir nos objectifs, parler politique dans d'autres conditions, échanger, convaincre et agrandir la famille communiste. La Fête de l'Huma c'est aussi la possibilité pour beaucoup de pouvoir assister à des concerts à un prix inégalable. Mais n'oublions pas que nos efforts sont faits pour préserver ce journal libre et indépendant. Pour la réussite de cette fête, il est essentiel de rappeler son sens et nos objectifs, ce n'est pas seulement la fête des communistes, mais la rencontre de celles et ceux qui veulent changer le monde, la société et la possibilité de construire un front, un rassemblement. Celles et ceux qui ont compris qu'ensemble nous étions plus forts. Cette Fête de l'Huma, c'est le monde comme je le vois, ouvert, multiple, souriant, offensif et constructif. Un rendez-vous à ne pas louper, et une découverte pour celles et ceux qui ne connaissent pas. ✪

Mina Idir
secrétaire fédérale Vaucluse



Y a-t-il un flic dans le commissariat ?

Sous prétexte de mutualisation, Macron casse les commissariats de banlieue. Sans doute qu'à ses yeux, la sécurité est devenue un luxe réservé aux riches, ses maîtres. Que les pauvres se débrouillent. Les OPJ (officiers de police judiciaire) sont passés de 3 200 à 2 700 dans la petite couronne en 2017. Comparaison n'est pas raison, mais rappelons que le pouvoir affecte 1 400 flics à la protection de « personnalités », concept vague qui touche une centaine d'individus. Ça va de Balladur (les premiers ministres et ministres de l'Intérieur sont « protégés » à vie...), lequel se sert, c'est connu, du fonctionnaire qui lui est affecté pour aller faire pisser son chien... jusqu'à Macron. Ce dernier a besoin de onze gendarmes à plein temps; ONZE, pour protéger la plage privée de Brégançon quand Monsieur y passe ses vacances. Est-ce bien raisonnable? Et si l'on mutualisait autrement ces fonctionnaires. Un peu moins pour Balladur et autres mamamouchis, un peu plus pour nos banlieues. ✪

Gérard Streiff



Le PCF plus que jamais présent pour répondre aux besoins des personnes LGBTI*

Les problématiques LGBTI sont toujours d'actualité, politiques avant tout. Militant-e-s politiques, nous nous devons de les aborder. Il y a urgence à les considérer : on a beau être en 2018, donner de la visibilité aux personnes LGBTI, les LGBTI-phobies ne reculent pas. Aujourd'hui, en France, le risque de suicide des jeunes LGBTI demeure une cruelle réalité, jusqu'à quatre fois plus élevé pour les jeunes trans. Les personnes LGBTI rencontrent par ailleurs des difficultés pour accéder aux soins, à un emploi, à la pratique du sport... Cela s'inscrit dans un contexte général de hausse des discriminations sexistes, racistes, liées au handicap... En paraphrasant Jaurès, nous affirmons qu'on ne combat pas les discriminations si on ne les combat pas toutes. Cela guide notre action. Communistes, nous avons toute notre place dans ces luttes LGBTI. L'émancipation humaine n'est pas le parent pauvre de nos ambitions de transformations de la société, elle y est au cœur : nous ne militons pas que pour nous libérer de l'oppression de la finance, mais aussi des oppressions de ceux et celles qui cherchent à diviser les Français-e-s. Ces deux types d'oppressions se nourrissent mutuellement ; combattre efficacement l'une, c'est mettre un sérieux coup à l'autre.

Nous le ferons samedi lors de la Marche des Fiertés de Paris : une manifestation festive mais avant tout

politique, pour faire avancer les droits humains. Le droit au mariage pour les personnes de même sexe a été obtenu en 2013, certes. Pour autant, le droit à l'adoption – qui défraye la chronique actuellement – reste trop théorique. Quant à la PMA, la bataille continue. Nous voulons, dans une loi passant à l'Assemblée nationale, l'ouvrir à toute personne pouvant porter un enfant : femmes et hommes trans non-opérés. Oui à la gratuité du changement de sexe pour les trans ; oui au changement d'état-civil libre, gratuit et fondé sur l'autodétermination ; stop aux mutilations sur les nourrissons intersexes. Plus généralement, nous devons mettre en œuvre de vraies politiques publiques de sensibilisation et de prévention et appliquer les lois anti-discriminations déjà en vigueur mais qui ne sont – hélas ! – pas appliquées, qu'il s'agisse des questions LGBTI ou des autres discriminations. La Marche des Fiertés partira de la place de la Concorde samedi 30 juin à 14 h. Vous êtes invité-e-s à défiler avec le collectif Fier-e-s et Révolutionnaires du PCF et son camion! ✪

Gabriel Laumosne
responsable du PCF sur les droits des personnes LGBTI
lgbt@pcf.fr FB : Fier-e-s et Révolutionnaires PCF LGBTI

* Lesbiennes, gays, bisexuel-le-s, transgenres, intersexes.

Fêtes fédérales

- 29 et 30 juin
- 30 juin
- 30 juin et 1^{er} juillet
- 29 et 30 juin-1^{er} juillet
- 30 juin-1^{er} juillet
- 7 et 8 juillet
- Fête du Travailleur Catalan (66)
- Fête de l'Huma 39 (Montmorot-Crochères)
- Fête du Château (06)
- Fête du Travailleur Alpin (38)
- Fête de l'Humanité Sologne (41)
- Fête de section Sainte-Anne-Saint-Priest (87)
- Fête Ardèche Alba-la-Romaine
- Fête de la Corrèze
- Fête des Pins à Tarnos (40)
- Fête Aude à Cousan

FÊTE DE L'HUMA 39
SAMEDI 30 JUIN 2018 DÈS 11H30
MONTMOROT - LES ROCHÈRES

11H30 : Ouverture de la Fête
DÈS 12H : Barbecue et buvette
14H : Débat "Notre santé, notre bien commun", avec la participation d'Éliane Assassi Sénatrice - Présidente du groupe CRCE
17H : Diffusion de "La Case Prison", documentaire de Franck Salomé sur la situation des prisonniers politiques et d'opinion palestiniens au regard du droit international et en faveur de la Paix en Palestine
19H30 : Repas solidaire : Couscous
21H : Spectacle de clôture avec LES COLPORTEURS DE RÊVES

Débats politiques • Exposition • Stands livres et écrivains
Associations • Partis politiques • Syndicats

Bon de soutien : 5 € (droit d'entrée)
* Repas du samedi soir sur réservation : 15 €
Par téléphone : 06 37 06 57 10 / 06 60 62 74 96 / 06 84 17 20 08
ou par courriel : pcf.jura@wanadoo.fr

Avec le soutien de ALTERNATIVE MUTUALISTE



Fête du PCF Bouches-du-Rhône



Fête à Lézan dans le Gard